

JO 2024, les atouts de la candidature de Paris

Par [Arnaud Bevilacqua](#), le February 17, 2016 08:46

Le comité de candidature de Paris 2024 présente mercredi 17 février à la Philharmonie de Paris les contours de son projet d'organisation des Jeux olympiques, qui compte de nombreux atouts. Les responsables de la candidature parisienne remettent dans le même temps au Comité international olympique (CIO) la première partie de leur dossier sur le thème « vision, concept et stratégie ».

Le marathon olympique doit prendre fin le 13 septembre 2017. Les membres du Comité international olympique (CIO) désigneront alors à Lima, au Pérou, la ville hôte des Jeux olympiques 2024. D'ici là, la course aux anneaux fait rage. Les quatre candidats (Paris, Los Angeles, Rome et Budapest) doivent remettre le 17 février au CIO la première partie de leur dossier sur le thème « Vision, concept et stratégie ».

Dans l'après-midi, à la Philharmonie de Paris, Bernard Lapasset et Tony Estanguet, les deux coprésidents du comité de candidature de Paris 2024, vont dévoiler les grandes lignes du projet olympique de la capitale et lancer la campagne de communication. Ils devront répondre à une question simple, mais déterminante : pourquoi la France veut organiser le plus grand événement sportif de la planète ?

Tirant les leçons des échecs de la candidature aux JO 2008 et 2012, la candidature de Paris bâtit son projet pièce par pièce. Et tente de répondre au plus près aux exigences du CIO et de l'Agenda 2020 : une série de recommandations pour promouvoir des Jeux olympiques plus durables et mettre fin aux dépenses somptuaires des pays organisateurs.

Ne pas reproduire les erreurs du passé

L'un des points forts de la candidature parisienne, qui doit dévoiler la carte des sites de compétitions mercredi 17 février, est d'ailleurs la présence de nombreuses installations déjà existantes : du Stade de France à l'Arena de Bercy rénové en passant par le Grand Palais où doivent se tenir les tournois d'escrime et de taekwondo.

La mise en avant du patrimoine français est une constante avec l'équitation prévue à Versailles, le beach-volley au Champs de Mars ou encore le triathlon au Trocadéro. Le village olympique à Pleyel-Bords-de-Seine, qui sera le chantier le plus conséquent, estimé à 1,7 milliard d'euros, sera ensuite transformé en logements et en bureaux.

> **À lire : [JO 2024, six ports français en concurrence](#)**

Surtout, les responsables de « Paris 2024 » tâchent de ne pas reproduire les erreurs du passé. Le mouvement sportif, représenté par le duo Bernard Lapasset-Tony Estanguet, se trouve en première ligne. Le premier, président de World Rugby, la fédération internationale de rugby, et le second, triple champion olympique de canoë, devenu membre du CIO, apportent leur connaissance du monde du sportif et leur réseau.

Un comité des athlètes Paris 2024 a aussi vu le jour. Les sportifs membres sont « *appelés* à

participer à la conception du dossier technique, à la promotion de la candidature et à la mobilisation de la communauté des athlètes et du mouvement sportif ». Ce comité est coprésidé par le judoka Teddy Riner et par Marie-Amélie Le Fur, championne paralympique du 100 m en 2012. Les politiques se tiennent plus en retrait mais sont quasi unanimes derrière la candidature.

Un budget estimé à 60 millions d'euros

« Le soutien politique, de la mairie évidemment, de la région malgré le changement de majorité et de l'État, est un atout certain, assure Kévin Bernardi, spécialiste de l'olympisme et fondateur du site Internet Sport et société. François Hollande n'avait pas manqué d'inviter Thomas Bach, le président du CIO à l'occasion de la COP 21 en décembre 2015. »

De même Anne Hidalgo, la maire de Paris, doit se rendre au Japon en compagnie de Valérie Pécresse, la nouvelle présidente de la région Île-de-France. L'objectif de ce voyage est d'abord de rassurer les touristes japonais après les attentats, mais les deux élues en profiteront pour rencontrer les organisateurs des Jeux olympiques de 2020 à Tokyo.

Des communicants britanniques à la rescousse

L'engagement politique se traduit aussi par un fort engagement financier dans le budget candidature, à hauteur de 30 millions d'euros – partagés équitablement entre la ville de Paris, la région Île-de-France et l'État. Ce soutien public s'ajoute aux partenariats noués avec cinq entreprises : la Française des Jeux, la Caisse des dépôts, Elior Group (entreprise de restauration de groupe), JCDecaux (numéro un mondial de la communication extérieure) et la RATP. Ces sociétés se sont engagées à hauteur de deux millions d'euros chacune. D'autres partenaires privés devraient suivre pour compléter le budget estimé à 60 millions d'euros.

Enfin, pour remédier à une faiblesse traditionnelle en matière de réseaux d'influence, Paris 2024, sous l'impulsion de Bernard Lapasset, s'est attaché les services de deux pointures britanniques : Mike Lee, spécialiste du lobbying, qui a notamment contribué à la victoire de Londres pour les JO 2012, et Nick Varley, qui a mené la communication de la candidature victorieuse de Tokyo 2020.

Los Angeles, le rival le plus redoutable

En septembre 2015, la ville californienne a remplacé Boston, qui avait renoncé à sa candidature faute de soutien populaire. Pas vraiment une bonne nouvelle pour Paris. Los Angeles s'est mise en ordre de marche et apparaît comme le rival le plus sérieux. Forte d'un large soutien populaire et d'une communication bien rodée, la « Cité des anges » a passé un nouveau cap en présentant la nuit dernière son logo. De plus, il est difficile d'occulter le fait qu'une bonne partie des grands sponsors du Comité international olympique (CIO) sont américains. La ville de Rome n'apparaît pas favorite mais mène une campagne dynamique. En revanche, Budapest (Hongrie) fait figure de « Petit Poucet ». Depuis 1960, la Grèce (en 2004) est le seul pays de moins de 15 millions d'habitants à avoir organisé les JO.